

AVIS N°2022-27 DU CSRPN OCCITANIE
RELATIF AU SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES
DE LA RÉGION OCCITANIE

Vu la demande d'avis du Préfet de Région,

Vu le vote électronique du CSRPN du 7 au 8 novembre 2022,

Après en avoir délibéré en réunion du groupe de travail temporaire le 25 octobre 2022, en présence de membres de la CRPG Occitanie, puis par consultation électronique,

Le CSRPN propose un avis globalement favorable au projet de Schéma Régional des Carrières de l'Occitanie. Il attire l'attention sur quelques conditions essentielles pour la cohérence écologique et environnementale listées ci-après, qui devraient être clarifiées et précisées notamment au plan local.

Ce schéma est une prospective pour les 12 ans à venir (jusqu'en 2031), avec une évaluation tous les 6 ans. Des révisions moins espacées en temps devraient permettre d'intégrer les nouvelles mesures environnementales comme les décrets sur les Zones à Artificialisation Nette, et/ou ceux sur les Energies Renouvelables (EnR – solaire, éolien, biomasse...), et l'évolution des possibilités de recyclage des ressources et des besoins en ressources primaires.

1) Plusieurs points concernant l'eau devraient être clarifiés :

– « ne pas mettre à nu la nappe phréatique ».

La nappe phréatique est souvent mise à nu par les exploitations alluvionnaires et elle devient vulnérable aux éventuels risques de pollution accidentelle. Il conviendrait de lister les incidences des eaux de ruissellement chargées par des polluants organiques (souvent d'origines agricoles) ou minéraux, par les boues issues du traitement des matériaux (avec une attention particulière aux fines argileuses mobilisables), par les hydrocarbures des engins de chantier (accidentel et lavages des engins), par l'apport de matériaux extérieurs, et par les dépôts sauvages. L'effet thermique (saisonnier) de la mise à nu est dépendant des connexions avec la rivière, pouvant impacter la faune, la fonge et la flore des rivières en aval. L'hydro-chimie peut aussi être affectée : légère augmentation du pH, de l'O₂ dissous et du carbone issus de la décomposition de la matière organique, de la transformation des nitrates en nitrites et en ammonium, d'où la nécessité d'une expertise hydro-géologique systématique.

– Les « zones situées de part et d'autre des cours d'eau (50 m ou 100 m) – Article 11 de l'AM du 22 septembre 1994 »

Cette prescription ne paraît pas logique dans la mesure où l'espace de mobilité des cours d'eau est bien plus large que les 50 ou 100 m. Il faudrait préciser quelles limites inférieures sont utilisées pour définir ces zones : lit majeur, lit mineur, ou le niveau à quel débit ? Une proposition en accord avec les SAGE tels que cités dans le 3.2 serait de prendre en compte les « zones d'expansions des crues ». C'est d'ailleurs ce qui est cité en 3.2.3. Cette mesure ne tient pas compte de la morphologie et du contexte du cours d'eau considéré. Il conviendrait alors de préciser dans le SRC quels niveaux de crue seraient pris en compte pour ces limites importantes (décennal, centennal) ?

– **Les zones humides (ZH)** : Peuvent-elles être considérées encore de « Niveau 3 » en 2022 alors que le ministère préconise zéro perte nette aujourd'hui sur ces milieux ? Pour harmoniser et rester en accord avec les préconisations des SAGE (objectif 3.2 du même document), les zones humides devraient être de « Niveau 1 ».

Une mention succincte concerne la préservation des zones humides. Il est écrit « *pas directement en lien avec l'activité des carrières* ». Ceci n'est pas représentatif de la réalité puisque toute extraction alluvionnaire intervient dans la plaine alluviale pour y prélever la ressource alluvionnaire, et donc en zone humide selon la loi ¹.

Dans le cas des carrières en roches massives, il faudrait **recommander la nécessité de procéder à un traçage** pour la protection de la ressource en eau si la carrière se situe notamment en domaine karstique. Ceci permettrait de connaître l'exutoire final des effluents de la carrière, de connaître les modalités d'infiltration et de transfert d'un polluant accidentel et de gérer le risque sanitaire dans le cas de ressources captées sur cette même nappe. Cela va dans le sens de la mesure 3.2.2 du SRC.

¹ le code de l'environnement et plus particulièrement la loi sur l'eau de 1992 et le décret n°2007-135 du 30 janvier 2007, permettent de protéger les zones humides, et donne une définition plus précise que le cadre européen : « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce,

2) La notion d'inertes : Le problème vient de l'ambiguïté du terme « inerte » affecté au contenu apporté, mais cette notion doit être étendue au contenant (« le réceptif ») : tel matériau peut être inerte dans un cas et ne plus l'être dans l'autre. C'est le contexte géologique qui décide et celui-ci n'est pas toujours pris suffisamment en compte. C'est le cas par exemple des acides humiques comme facteurs. Par l'apport d'« inertes » lors de la réhabilitation, on introduit une artificialisation du sol par apports exogènes (y compris du sous-sol par le remblaiement) liée à l'utilisation de matériaux inappropriés à l'environnement géologique.

Pour l'évolution des pourcentages de recyclage : On peut espérer que les 12% soient dépassés suite à la mise en application du CRC (Contrôle des Constructions) et le déploiement des plateformes de recyclage. Dans ce contexte, un ajustement des besoins de ressources primaires devrait être envisagé. Un scénario avec objectif fixe n'est pas encourageant pour les efforts de recyclage qui par ailleurs sont très différents selon les territoires. C'est l'un des rôles de l'observatoire de mettre à jour ces besoins au cours du CRC, mais le CRC doit le permettre.

Il est fait mention des granulats marins (mention appréciée dans ce schéma, car il est souvent absent du reste du document), mais ne sont pas développés. Sachant que sur la façade Méditerranée, l'exploitation des granulats marins pour la construction ne présente pas d'enjeu majeur du fait de l'abondance des ressources à terre. Cependant, comme sur les autres façades de manière plus ponctuelle, les granulats marins peuvent être utilisés en rechargement de plage.

3) Les usages post exploitation : il est toujours mentionné de préserver l'agriculture et la forêt, pas de favoriser l'émergence de zones naturelles. Dans la phrase « peut engendrer une perte de qualité agronomique..., la qualité et la géologie du sol », la notion exprimée « *géologie du sol* » est regrettable et scientifiquement ne correspond à rien. Le CSRPN recommande l'intervention d'un hydro-géologue et celle d'un pédologue.

De même, la profession agricole sera associée sachant que celle-ci n'est pas monolithique, mais diversifiée, avec des intérêts divers et avec des pratiques et des usages du sol totalement différents voire opposés. Toutefois l'apport de l'agriculture peut aider à asseoir des mesures compensatoires. Ici encore les gestionnaires des espaces naturels, comme les conservatoires des espaces naturels, de même que le conservatoire du littoral ne sont pas mentionnés, alors que sur les zones d'extraction les prélèvements de sable, peu évoqués, sont un problème actuel et qui pourrait s'amplifier à l'avenir.

Le rappel de l'existence de la séquence ERC est un peu succinct, mais là aussi aucune mention des nouvelles dispositions générées par les décrets ZAN.

4) SRC et ZAN : Le Schéma Régional des Carrières doit être conforme aux décrets (et leurs applications qui pour l'instant ne semblent pas avoir été produits) du Zéro Artificialisation Nette (ZAN). L'attribution d'autorisation de carrières en alluvial ainsi qu'en massif, ou en zones naturelles est une réalité. Qu'en est-il des plate-formes envisagées (et réclamées) par les carriers sur des sites proches des zones d'utilisation des matériaux extraits ainsi que des matériaux de recyclage ? Quel statut (établissements industriels ?) pour ces zones ?

La création d'un observatoire des matériaux devrait permettre d'avoir un point d'entrée neutre et représentatif des différents acteurs impliqués dans l'exploitation des carrières, dans l'aménagement, la construction, la gestion de l'environnement. C'est une bonne résolution mais on peut s'interroger sur les moyens développés (humain, financier...).

5) Patrimoine géologique : il serait judicieux d'ajouter une mention relative au patrimoine géologique, à l'instar de certains schémas départementaux précédents. La Commission Régionale du Patrimoine Géologique (CRPG) devrait être sollicitée dès lors qu'un objet géologique particulier, en particulier paléontologique, est mis au jour lors des exploitations. De même, certaines carrières en Occitanie sont inscrites à l'Inventaire National du Patrimoine Géologique (INPG) et il serait bon d'en prendre acte lors des réaménagements post-exploitations (i.e, maintenir accessible un front de taille, une couche stratigraphique, etc.)

6) Biodiversité

Les exploitants sont encouragés à mettre en place un suivi écologique systématique pendant la période d'exploitation, mais pourquoi limiter ce suivi au périmètre de l'exploitation ? Le suivi devrait être étendu aux parcelles adjacentes de manière systématique (ou à une bande de largeur déterminée autour du site), afin d'évaluer l'incidence des mesures de gestion du site sur la faune et la flore environnante. Ce besoin de suivi de la biodiversité est motivé pour les raisons identiques à celui du suivi des paramètres physico-chimiques (bruit, poussières, etc.) déjà en action.

Toulouse, le 08 Novembre 2022

La présidente du CSRPN

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M Gerino', with a stylized flourish at the end.

Magali GERINO